

*Dépôt de documents*

Les seules pièces pertinentes qui ne sont pas déposées sont les documents confidentiels du cabinet, dans ce cas, les soumissions au Conseil du Trésor.

**L'hon. Erik Nielsen (chef de l'opposition):** Madame le Président, le ministre ne nous a pas parlé, sauf erreur, de la correspondance entre le conseil d'administration ou tout membre de ce conseil, ou, en fait, la direction des recherches de la société Devco, et des représentants du gouvernement. Il n'a pas été question non plus de la correspondance qui a peut-être été échangée par le conseil d'administration de la société Petro-Canada ou tout membre de ce conseil et le gouvernement fédéral. Le ministre s'engage-t-il à déposer, avant le débat de demain, la correspondance entre M. Gillespie et tout membre du conseil d'administration ou tout représentant de la société Devco, si cette correspondance existe bel et bien, et la correspondance entre tout membre du conseil d'administration ou représentant de la société Devco et le gouvernement ou tout ministère fédéral? Va-t-il agir de même dans le cas de la société Petro-Canada?

**M. Chrétien:** J'ai déposé toute la correspondance que possède mon ministère et le gouvernement fédéral. Je n'ai pas déposé certaines lettres échangées entre le gouvernement et certaines de ces sociétés. Mais je ne détiens pas tous les documents qui ont peut-être été échangés par les sociétés regroupées dans ce consortium et les deux sociétés d'État que le député a mentionnées. De toute façon, ils ne m'ont pas été demandés.

**L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles):** Madame le Président, pour poursuivre sur cette question, le ministre a fait mention de la correspondance échangée au sein même de son ministère, mais ce que nous demandons, c'est la correspondance touchant les sociétés de la Couronne relevant de sa compétence, à savoir Petro-Canada et Devco.

[Français]

**M. Chrétien:** Madame le Président, je vais répéter en français ce que j'ai dit en anglais, puisque l'honorable député n'a pas compris. J'ai dit que j'avais déposé tous les documents qui étaient en possession du gouvernement, que certains de ces documents sont de la correspondance échangée entre les fonctionnaires du gouvernement et les sociétés de la Couronne mentionnées, mais que je n'ai pas en ma possession la correspondance de toutes les parties au consortium y compris celle du gouvernement de la Nouvelle-Écosse et des sociétés de la Couronne et des sociétés privées. J'ai déposé tous les documents qui étaient en ma possession et que je pouvais physiquement déposer.

[Traduction]

**M. Nielsen:** Madame le Président, ce qui nous intéresse, bien entendu, c'est la correspondance entre M. Gillespie et les conseils d'administration, ou les membres de ces conseils, ou les représentants de ces sociétés de la Couronne qui relèvent de la compétence du ministre. Si j'en crois sa réponse, il aurait

déjà déposé cette correspondance échangée par les deux sociétés de la Couronne et M. Gillespie.

Peut-il également déposer avant le débat de demain, toute la correspondance entre le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et le gouvernement fédéral au sujet de ce projet, et, le cas échéant, la correspondance entre le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et M. Gillespie.

**M. Chrétien:** Madame le Président, le député devrait regarder ce que j'ai déposé. C'est tout ce que j'avais en ma possession. Sa malveillante curiosité tourne au ridicule. Nous ne cachons rien: tout a été fait au grand jour. Je dépose plus de documents qu'on en n'a jamais déposé à la Chambre des communes. Le député devrait y jeter un coup d'oeil avant de faire ses commentaires et mettre un terme à cette inquisition qu'il poursuit depuis 1965.

**Des voix:** Bravo!

**M. Nielsen:** Madame le Président, à propos du commentaire du ministre, je pourrais dire que nous avons trouvé un certain nombre de choses en 1965, et qui sait ce que nous trouverons demain.

**Mme le Président:** Les députés ne sont-ils pas d'avis qu'ils viennent d'entamer un débat? Ce n'est pas autre chose.

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Madame le Président, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien) pourrait peut-être répondre à la question du chef de l'opposition (M. Nielsen) et à la mienne en même temps. Je me demande si le ministre de l'Énergie serait prêt à déposer, en plus des documents qu'il vient de mentionner, l'agenda du ministre d'État chargé des Mines (M<sup>me</sup> Erola), du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, de l'actuel ministre des Finances (M. Lalonde) ainsi que du vice-premier ministre (M. MacEachen) pour la période de février 1980 à décembre 1982.

● (1520)

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Pas seulement l'agenda de la journée, celui du soir également.

**M. Ray Skelly (Comox-Powell River):** Madame le Président, pour compléter, dans le peu de temps dont nous disposons, je me demande si le ministre d'État chargé des Mines (M<sup>me</sup> Erola) et le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Lumley), qui tous les deux ont parlé du projet et de sa rentabilité, pourraient déposer la correspondance pertinente qu'ils possèdent? C'est que nous tenons à ce que la question soit débattue à fond et que toute la lumière soit faite.

**M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway):** Madame le Président, à propos de ce même rappel au Règlement. Le ministre a déclaré qu'il déposait tout ce qu'il avait, tous les documents qu'il possédait, sauf les documents du cabinet. Pourrait-il nous dire si les documents du cabinet contiennent des notes de service que M. Marshall (Mickey) Cohen pourrait avoir rédigées lorsqu'il a rencontré M. Gillespie? Pour que tout soit étalé au grand jour, le ministre pourrait-il déposer toute note de service que M. Cohen pourrait avoir rédigée après une telle rencontre?